

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Gegeven te Brussel op 30 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Présidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek
en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-Président en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 675-1. — Verslag, nr. 675-2.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 27 april 2009. Aanneming. Vergadering van 28 april 2009.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 2323

[C — 2009/29342]

23 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 2004 fixant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions pour les services privés de formation et de perfectionnement visés à l'article 54 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, l'article 44, modifié par le décret du 29 mars 2001, l'article 47, modifié par les décrets des 29 mars 2001 et 1^{er} juillet 2005 et l'article 54 remplacé par le décret du 19 mai 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 2004 fixant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions pour les services privés de formation et de perfectionnement visés à l'article 54 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis de l'Inspection des finances donné le 20 janvier 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 23 janvier 2009;

Vu l'avis du Conseil Communautaire de l'Aide à la Jeunesse donné le 19 février 2009;

Vu l'avis n° 45.963/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 mars 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de l'aide à la jeunesse;

Après délibération;

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est complété par un 17° rédigé comme suit :

« 17° nouveau membre du personnel : personne débutant dans le secteur de l'aide à la jeunesse, exerçant une fonction d'accompagnement des jeunes pris en charge par un service agréé ou en relation avec ces jeunes et qui est engagée dans les liens d'un contrat de travail de plus de six mois à durée déterminée ou de remplacement ou d'un contrat à durée indéterminée dans un service agréé de l'aide à la jeunesse. Sont assimilées aux nouveaux membres du personnel, les personnes qui ont conclu plusieurs contrats d'une durée totale de plus de six mois dans les douze mois qui suivent la conclusion de son premier contrat de travail dans le secteur de l'aide à la jeunesse. ».

Art. 2. L'article 7 du même arrêté est complété par un § 6 rédigé comme suit :

« § 6. Tout nouveau membre du personnel est tenu de suivre le module de formation de base visé à l'article 2, alinéas 2 à 4, de l'arrêté du 11 juin 2004 du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions pour les services privés de formation et de perfectionnement visés à l'article 54 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

Le nouveau membre du personnel est tenu de suivre le module de formation de base dans les douze mois qui suivent son engagement dans un service agréé de l'aide à la jeunesse. Pour les personnes assimilées, le délai pour suivre le module de formation de base court à partir du 1^{er} jour de la conclusion du dernier contrat de travail. ».

Art. 3. L'article 30 du même arrêté est complété comme suit par un alinéa 4 rédigé comme suit :

« Une subvention de 256 EUR indexables est allouée au service pour chaque participation d'un membre du personnel aux modules de formation de base visés à l'article 1^{er} et à l'article 2, alinéas 3 et 4, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 2004 fixant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions pour les services privés de formation et de perfectionnement visés à l'article 54 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse. Le service est tenu de consacrer cette subvention prioritairement au remplacement des personnes en formation. A défaut de pouvoir remplacer ces travailleurs, cette subvention, déduction faite des frais de déplacement relatifs à la formation suivie par le membre du personnel, doit être exclusivement affectée aux dépenses de formation aux bénéficiaires des membres du personnel du service. ».

Art. 4. Dans le même arrêté est inséré, après l'article 44^{quater}, un article 44^{quinquies} rédigé comme suit :

« Article 44^{quinquies}.

Pour l'application de l'article 7, § 6, est considéré en 2009 comme nouveau membre du personnel, celui qui est engagé dans les liens d'un contrat de travail postérieur au 1^{er} janvier 2008. ».

Art. 5. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 2004 fixant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions pour les services privés de formation et de perfectionnement visés à l'article 54 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, est complété par un septième et huitième tirets rédigés comme suit :

« - module de formation de base : module d'enseignement obligatoire organisé par le service, destiné à l'acquisition, par les nouveaux membres du personnel, des compétences de base dans le secteur de l'aide à la jeunesse;

- nouveau membre du personnel : personne débutant dans le secteur de l'aide à la jeunesse, exerçant une fonction d'accompagnement des jeunes pris en charge par un service agréé ou en relation avec ces jeunes et qui est engagée dans les liens d'un contrat de travail de plus de six mois à durée déterminée ou de remplacement ou d'un contrat à durée indéterminée dans un service agréé de l'aide à la jeunesse. Sont assimilées aux nouveaux membres du personnel, les personnes qui ont conclu plusieurs contrats d'une durée totale de plus de six mois dans les douze mois qui suivent la conclusion de leur premier contrat de travail dans le secteur de l'aide à la jeunesse. ».

Art. 6. A l'article 2 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° entre les alinéas 2 et 3 sont insérés deux nouveaux alinéas rédigés comme suit :

« En outre, le service est tenu de mettre en œuvre les modules de formation de base en collaboration avec les autres services.

Les membres du personnel, autres que les nouveaux membres du personnel ou les personnes assimilées, ont accès aux modules de formation de base à concurrence d'un maximum d'un tiers des participants, sauf si le nombre de nouveaux membres du personnel inscrits ne permet pas d'occuper les deux-tiers des places. »;

2° A l'alinéa 3, devenu l'alinéa 5, les mots « sa mission » sont remplacés par les mots « ses missions ».

Art. 7. Dans le même arrêté, sont insérés, après l'article 24, une section 4 et un article 24bis rédigés comme suit :

« Section 4. De la subvention pour les frais liés aux modules de formation de base

Art. 24bis. § 1^{er}. Le service bénéficie d'une subvention annuelle de 30.675 EUR indexable pour la mise en œuvre des modules de formation de base visés à l'article 2, alinéa 2.

§ 2. Cette subvention est liquidée au service selon les modalités suivantes :

- à titre d'avance, une première tranche équivalant à 90 % maximum du montant de la subvention fixée conformément au § 1^{er} est allouée au service au plus tard au cours du premier trimestre de l'année concernée;

- le solde est déterminé et alloué au service après examen par l'administration de l'ensemble des pièces justificatives afférentes aux recettes et aux dépenses liées à l'activité pendant l'année écoulée;

- le trop-perçu éventuel par rapport à l'avance précitée est récupéré.

§ 3. L'utilisation de la subvention visée au § 1^{er} est justifiée conformément aux dispositions des annexes 1^{ère}, 2, 3 et 4.

Sont également admises comme justifications, les prestations, sur base de factures dûment établies, de personnes (formateur vacataire, expert indépendant, opérateur privé,...), lorsqu'elles s'inscrivent dans l'exécution annuelle du projet de formation du service.

Le recours à des personnes ou des sociétés de services n'est justifié qu'en raison de la nature particulière de la prestation.

Sont également admises comme justifications, les dépenses visées à l'article 22, aux points 1°, 3° à 7°, 10°, 11°, 13° à 18°, 19°, 20°, 21° à 23°, lorsque ces dépenses sont liées directement à l'organisation des modules de formation de base. ».

Art. 8. L'article 26 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le comité est également chargé de donner un avis au Ministre sur les modules de formation de base élaborés par les services. ».

Art. 9. A l'annexe 1^{ère} du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° l'intitulé de l'annexe est complété par les mots : « , et pour la fixation de la subvention pour l'organisation des modules de formation de base, conformément à l'article 24bis de l'arrêté. »;

2° Au point A, les mots « et de la subvention pour l'organisation des modules de formation de base est » sont insérés entre les mots « provisionnelle » et « justifiée »;

3° Au point B, les mots « et de la subvention pour l'organisation des modules de formation de base » sont insérés entre les mots « provisionnelle » et « n'est pas justifiée ».

Art. 10. A l'annexe 2 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « et 24bis » sont insérés dans l'intitulé de l'annexe entre les mots « 21 » et « du présent arrêté »;

2° Aux points A et B, les mots « de la subvention visée à l'article 24bis de l'arrêté. » sont insérés après les mots « frais de personnel ».

Art. 11. A l'annexe 3 du même arrêté, l'intitulé est complété par les mots « et de la subvention visée à l'article 24bis. ».

Art. 12. A l'annexe 4 du même arrêté, l'intitulé est complété par les mots « et pour la fixation de la subvention visée à l'article 24bis. ».

Art. 13. Pour l'année 2009, les subventions octroyées aux services dans le cadre de projets pilotes portant sur l'organisation de modules de formation de base sont déduites de la subvention octroyée selon les modalités prévues par l'article 24bis de l'arrêté du 11 juin 2004.

Art. 14. Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 15. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2009.

Bruxelles, le 23 avril 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française,
La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2323

[C - 2009/29342]

23 APRIL 2009. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd en van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 2004 houdende bepaling van de voorwaarden voor de erkenning van de private vormings- en vervolmakingsdiensten bedoeld bij artikel 54 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, en voor de toekenning van toelagen aan deze diensten**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, artikel 44, gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2001, artikel 47, gewijzigd bij de decreten van 29 maart 2001 en 1 juli 2005 en artikel 54 vervangen bij het decreet van 19 mei 2004;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 2004 houdende bepaling van de voorwaarden voor de erkenning van de private vormings- en vervolmakingsdiensten bedoeld bij artikel 54 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, en voor de toekenning van toelagen aan deze diensten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 januari 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 23 januari 2009;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor de Hulpverlening aan de Jeugd gegeven op 19 februari 2009;

Gelet op het advies nr. 45.963/4 van de Raad van State, gegeven op 3 maart 2009, bij toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd wordt aangevuld met een punt 17^o, luidend als volgt :

« 17^o nieuw personeelslid : persoon die begint in de sector van de hulpverlening aan de jeugd, die een ambt uitoefent van begeleiding van de jongeren die begeleid worden door een erkende dienst of in verband met die jongeren en die in dienst genomen is met een arbeidsovereenkomst van meer dan zes maanden van bepaalde duur of ter vervanging of met een overeenkomst van onbepaalde duur binnen een erkende dienst voor hulpverlening aan de jeugd. De personen die meerdere overeenkomsten ondertekend hebben van een totale duur van meer dan zes maanden binnen de twaalf maanden volgend op de afsluiting van de eerste arbeidsovereenkomst in de sector van de hulpverlening aan de jeugd worden gelijkgesteld met nieuwe personeelsleden.

Art. 2. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een § 6 luidend als volgt :

« § 6. Elk nieuw personeelslid wordt ertoe gehouden de module voor basisopleiding te volgen bedoeld in artikel 2, 2e tot 4e lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 2004 houdende bepaling van de voorwaarden voor de erkenning van de private vormings- en vervolmakingsdiensten bedoeld bij artikel 54 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, en voor de toekenning van toelagen aan deze diensten.

Het nieuwe personeelslid wordt ertoe gehouden de module voor basisopleiding te volgen binnen de twaalf maanden volgend op zijn aanwerving binnen een erkende dienst voor hulpverlening aan de jeugd. Voor de gelijkgestelde personen loopt de termijn om de opleidingsmodule te volgen vanaf de 1e dag van de afsluiting van de laatste arbeidsovereenkomst. »

Art. 3. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt als volgt aangevuld met een 4e lid :

« Een subsidie van 256 EUR, indexeerbaar, wordt toegekend aan de dienst voor elke deelname van een personeelslid aan de modules voor basisopleiding bedoeld in artikel 1 en in artikel 2, 3e en 4e lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 2004 houdende bepaling van de voorwaarden voor de erkenning van de private vormings- en vervolmakingsdiensten bedoeld bij artikel 54 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, en voor de toekenning van toelagen aan deze diensten. De dienst wordt ertoe gehouden

die subsidie prioritair te besteden voor de vervanging van personen in opleiding. Indien zij niet kunnen worden vervangen, moet die subsidie, na aftrek van de reiskosten betreffende de opleiding gevolgd door het personeelslid, uitsluitend besteed worden voor de opleiding van personeelsleden van de dienst.

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt na artikel 44^{quater} een artikel 44^{quinquies} ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 44^{quinquies}. Voor de toepassing van artikel 7, § 6, wordt in 2009 als nieuw personeelslid de persoon beschouwd die aangeworven wordt binnen een arbeidsovereenkomst gesloten na 1 januari 2008. ».

Art. 5. Artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 2004 houdende bepaling van de voorwaarden voor de erkenning van de private vormings- en vervolmakingsdiensten bedoeld bij artikel 54 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, en voor de toekenning van toelagen aan deze diensten, wordt aangevuld met een zevende en een achtste streepje, luidend als volgt :

« - basisopleidingmodule : module van het leerplichtonderwijs georganiseerd door de dienst, bestemd voor de verwerving, door de nieuwe personeelsleden, van de basisbekwaamheden in de sector van de hulpverlening aan de jeugd;

- nieuw personeelslid : persoon die begint in de sector van de hulpverlening aan de jeugd, die een ambt uitoefent van begeleiding van de jongeren die begeleid worden door een erkende dienst of in verband met die jongeren en die in dienst genomen is met een arbeidsovereenkomst van meer dan zes maanden van bepaalde duur of ter vervanging of met een overeenkomst van onbepaalde duur binnen een erkende dienst voor hulpverlening aan de jeugd. De personen die meerdere overeenkomsten ondertekend hebben van een totale duur van meer dan zes maanden binnen de twaalf maanden volgend op de afsluiting van de eerste arbeidsovereenkomst in de sector van de hulpverlening aan de jeugd worden gelijkgesteld met nieuwe personeelsleden. ».

Art. 6. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het 2e en het 3e lid worden twee nieuwe leden ingevoegd, luidend als volgt :

« Daarenboven wordt de dienst ertoe gehouden de modules voor basisopleiding te organiseren in samenwerking met de andere diensten.

De personeelsleden, ander dan de nieuwe personeelsleden of de personen die ermee gelijkgesteld worden, hebben toegang tot de modules voor basisopleiding tegen een maximum van een derde van de deelnemers, behalve als het aantal nieuw ingeschreven personeelsleden niet toelaat twee derde van de plaatsen te bezetten. »;

2° In het 3e lid, dat het 5e lid geworden is, worden de woorden « zijn opdracht » vervangen door de woorden « zijn opdrachten ».

Art. 7. In hetzelfde besluit worden na artikel 24 een afdeling 4 en een artikel 24^{bis} ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling 4. De subsidie voor de kosten in verband met de modules voor basisopleiding

Art. 24^{bis}. § 1. De dienst geniet een jaarlijkse subsidie van 30.675 EUR, indexeerbaar, voor de uitvoering van de modules voor basisopleiding bedoeld in artikel 2, 2e lid.

§ 2. Deze toelage wordt vereffend aan de dienst mits inachtneming van de volgende nadere regels :

als voorschot, een eerste schijf gelijk aan maximum 90 % van het bedrag van de tegemoetkoming bepaald overeenkomstig § 1, wordt toegekend aan de dienst ten laatste gedurende het eerste trimester van het betrokken jaar;

het saldo wordt bepaald en aan de dienst toegekend na onderzoek door het bestuur van alle verantwoordingsstukken met betrekking tot de inkomsten en de uitgaven voortvloeiend uit de activiteit gedurende het verlopen jaar;

het mogelijk teveel geïnde bedrag in vergelijking met de voornoemde voorschotten wordt teruggevorderd.

§ 3. De aanwending van de in § 1 bedoeld subsidie wordt verantwoord overeenkomstig de bepalingen van de bijlagen 1, 2, 3 en 4.

Worden aangenomen als verantwoording, de prestaties, op basis van degelijk opgestelde facturen, van personen (plaatsvervangend opleider, onafhankelijk deskundige, privé-operateur,...), wanneer deze verricht worden in het raam van de jaarlijkse verwezenlijking van het vormingsproject van de dienst.

Het beroep op personen of dienstbedrijven wordt slechts verantwoord wegens de bijzondere aard van de prestatie.

Worden eveneens aangenomen als verantwoording, de uitgaven bedoeld bij artikel 22, bij de punten 1°, 3° tot 7°, 10°, 11°, 13° tot 18°, 19°, 20°, 21° tot 23°, wanneer deze uitgaven in rechtstreeks verband staan met de organisatie van de modules voor basisopleiding.

Art. 8. Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

« Het comité wordt er eveneens mee belast een advies te geven aan de Minister over de modules voor basisopleiding opgericht door de diensten. ».

Art. 9. In bijlage 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het opschrift van de bijlage wordt in de Franse tekst aangevuld met de woorden : « , et pour la fixation de la subvention pour l'organisation des modules de formation de base, conformément à l'article 24^{bis} de l'arrêté. »;

2° In punt A worden in de Franse tekst de woorden « et de la subvention pour l'organisation des modules de formation de base est » ingevoegd tussen de woorden « provisionnelle » en « justifiée »;

3° In punt B worden in de Franse tekst de woorden « et de la subvention pour l'organisation des modules de formation de base » ingevoegd tussen de woorden « provisionnelle » en « n'est pas justifiée ».

Art. 10. In bijlage 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht in de Franse tekst :

1° de woorden « et 24^{bis} » worden ingevoegd in het opschrift van de bijlage tussen de woorden « 21 » en « du présent arrêté »;

2° In de punten A en B worden de woorden « de la subvention visée à l'article 24^{bis} de l'arrêté. » ingevoegd na de woorden « frais de personnel ».

Art. 11. In bijlage 3 van hetzelfde besluit wordt in de Franse tekst het opschrift aangevuld met de woorden « et de la subvention visée à l'article 24^{bis}. ».

Art. 12. In bijlage 4 van hetzelfde besluit wordt in de Franse tekst het opschrift aangevuld met de woorden « et pour la fixation de la subvention visée à l'article 24^{bis}. ».

Art. 13. Voor het jaar 2009 worden de subsidies toegekend aan de diensten in het kader van de sturingsprojecten die betrekking hebben op de organisatie van modules voor basisopleiding afgetrokken van de subsidie toegekend volgens de nadere regels bepaald bij artikel 24bis van het besluit van 11 juni 2004.

Art. 14. De Minister bevoegd voor de hulpverlening aan de jeugd wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 15. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2009.

Brussel, 23 april 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,
De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 2324

[C - 2009/29345]

**23 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant ouverture à nomination définitive des fonctions de professeurs
à l'École supérieure des Arts plastiques et visuels – EŠAPV**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), notamment l'article 99 et 126;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 2004 pris en application de l'article 126 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mars 2008 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'avis du Conseil de gestion pédagogique remis le 24 mars 2009;

Vu la demande du Directeur de l'École supérieure des Arts plastiques et visuels datée du 31 mars 2009;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 14 avril 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 23 avril 2009;

Sur proposition de la Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 23 avril 2009,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Directeur de l'École supérieure des Arts plastiques et visuels est autorisé à ouvrir à une nomination à titre définitif dans les fonctions de professeurs et les cours suivants :

Fonction	Cours	Volume de la charge
Professeur	Arts numériques/Atelier	12/12 ^e
Professeur	Arts numériques/Graphisme et mise en page par ordinateur	6/12 ^e
Professeur	Arts numériques/PAO	3/12 ^e
Professeur	Communication graphique et visuelle/Animation	5/12 ^e
Professeur	Communication graphique et visuelle/PAO	3/12 ^e
Professeur	Couleur/Pratique de la couleur	6/12 ^e
Professeur	Gravure/Atelier	4/12 ^e
Professeur	Histoire et actualité des arts/Histoire et histoire des arts	6/12 ^e
Professeur	Image dans le milieu/Design de l'environnement	3/12 ^e
Professeur	Image dans le milieu/Théorie et pratique des arts de l'espace	2/12 ^e
Professeur	Installation performance/Atelier	6/12 ^e
Professeur	Photographie/Image numérique	3/12 ^e
Professeur	Photographie/Recherches photographiques	4/12 ^e
Professeur	Psycho pédagogie/générale	8/12 ^e
Professeur	Structure formelle/de l'option	2/12 ^e

Art. 2. Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 avril 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET